

Notedesservice n°93-155du 12mars1993

(Education nationale et Culture: bureau DGF12)

Texte adressé aux recteurs, aux vice-recteurs, aux chefs de service de l'Education de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

Décharges des services des directeurs d'établissement d'enseignement privé du premier degré sous contrat.

NOR: MENF9350088N

Référence: décret n°92-1474 du 31 décembre 1992.

Le décret cité en référence prévoit d'accorder aux maîtres contractuels ou agréés exerçant les fonctions de directeur d'établissement d'enseignement privé du premier degré sous contrat des décharges de service, selon des conditions identiques à celles qui étaient prévues pour les directeurs d'école publique à la date de publication du décret du 20 juillet 1992.

La mise en œuvre de cette mesure débute le 1^{er} janvier 1993 et s'effectuera progressivement sur cinq ans, suivant le calendrier prévu à l'article premier du décret qui fixe les échéances et les conditions à remplir pour bénéficier de la mesure.

Pour la première phase, qui débute le 1^{er} janvier 1993, sont concernés les maîtres contractuels ou agréés exerçant les fonctions de directeur d'école primaire de huit classes et plus et d'école maternelle de sept classes et plus. Ils bénéficient d'une décharge de service mensuelle de deux jours.

Lorsqu'un établissement comporte des classes primaires et des classes maternelles, le régime de décharge sera appliqué au maître contractuel ou agréé assurant les fonctions de directeur.

Pour les phases suivantes, la date administrative de l'entrée scolaire constituera la date d'effet de la mesure.

Les décharges ainsi accordées ont pour objectif de permettre aux maîtres contractuels ou agréés exerçant les fonctions de directeur d'école de faire face à leurs tâches d'encadrement pédagogique. Les heures libérées ne peuvent donc en aucun cas être confiées à un directeur lui-même sous forme d'heures supplémentaires, dont l'attribution n'est d'ailleurs pas prévue dans le premier degré.

Ces heures sont partie intégrante de la structure pédagogique de l'établissement et pourront être assurées soit par des maîtres contractuels ou agréés justifiant d'un agrément (ce demi-service pouvant être constitué d'un demi-service ou d'un agrément), soit par les maîtres admis au concours d'entrée en seconde année d'un centre de formation privé dans le cadre de leur stage en responsabilité, soit à défaut par un suppléant.

Dans le cas où un directeur d'école privée ne bénéficie pas d'un contrat ou d'un agrément, et remplit les conditions des autres requises, il lui est possible de solliciter, à compter de la date d'effet de la mesure, un contrat ou un agrément, pour une quotité de service qui pourra, le cas échéant, se limiter à celle de la décharge applicable à la même date.

Dans l'hypothèse où le nombre de classes de l'établissement varie, le niveau de la décharge sera révisé selon les procédures applicables dans l'enseignement public.

Les commissions consultatives mixtes départementales devront être consultées sur la mise en place des décharges de service et l'attribution d'un contrat ou d'un agrément.

Les conséquences de la circulaire ministérielle du 7 décembre 1992, qui prévoit l'abaissement du seuil requis pour l'octroi des décharges de service dans l'enseignement public, feront l'objet d'un examen ultérieur.

Vous voudrez bien me faire part, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer pour l'application de la présente note de service.

(BO n°11 du 18 mars 1993)